



Peter Dale Scott: Les vraies raisons de la guerre en Afghanistan

Par [Prof Peter Dale Scott](#) et [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2021

fildmedia.com 2 septembre 2021

Région : [Asie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Le Canadien Peter Dale Scott est ancien diplomate et universitaire. Parfois critiqué outre-Atlantique pour ses positions contre la politique étrangère des États-Unis, il est notamment l'auteur d'un livre très remarqué intitulé [l'État profond américain](#) (ed. Demi-lune, 2015). Dans cet entretien exceptionnel qu'il a accordé à notre rédaction, il apporte un éclairage intéressant sur l'intervention américaine en Afghanistan et l'assassinat du commandant Massoud qui précéda les attentats du 11 septembre 2001. Son point de vue, qui s'appuie sur des travaux particulièrement documentés, conduit à s'interroger sur les véritables motivations des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme.

Entretien conduit par Maxime Chaix

Fild : Dans un [récent article](#) publié sur le site *Deep News Média*, vous offrez une analyse inédite et percutante de l'assassinat du commandant Massoud. Sachant que nous allons commémorer les vingt ans de sa mort, et que son fils est au cœur de l'actualité après la reprise de l'Afghanistan par les Taliban, quel est votre regard sur ce meurtre, ses enjeux et ses circonstances ?

Peter Dale Scott : Il faut d'abord replacer cet assassinat dans le plus vaste contexte géostratégique de l'époque. Avant même l'arrivée au pouvoir de George W. Bush en janvier 2001, son futur Vice-président Dick Cheney souhaitait imposer une stratégie de pénétration en Asie centrale. Son principal objectif était de déployer des forces armées dans cette région anciennement dominée par l'URSS, et ce dans le but d'y sécuriser les récents investissements américains dans des pays tels que le Kazakhstan. Dirigée par Dick Cheney entre 1995 et 2000, la firme Halliburton était active depuis 1997 dans l'exploitation des réserves pétrolières d'Asie centrale. En 1998, lors d'un discours devant des industriels du pétrole, Cheney [déclara](#) n'avoir jamais « *vu émerger si soudainement une région en tant que zone de grande importance stratégique comme c'est le cas aujourd'hui pour [le bassin] caspien* ».

Obsédé par la sécurité énergétique des États-Unis, le Vice-président Cheney avait donc comme objectif de déployer l'armée américaine en Asie centrale, tandis que l'administration Bush [négociait](#) différentes questions avec les Taliban, dont le passage du gazoduc TAPI en Afghanistan. Élaborés [en juillet 2001](#), alors que ces négociations échouaient, les plans du cabinet Bush pour envahir ce pays enclavé qu'est l'Afghanistan dépendaient de l'utilisation du territoire de Massoud comme base arrière dans l'impénétrable vallée du Panjshir - la seule région afghane jamais envahie par les Taliban -. Ils nécessitaient par ailleurs un

déploiement sur le territoire de l'allié régional des États-Unis, le Pakistan. Or, ce pays et Massoud étaient de farouches ennemis. Essentiellement, bien que le « Lion du Panjshir » accueillait positivement l'assistance de la CIA, il [rejetait catégoriquement](#) toute idée d'une invasion terrestre menée sous l'égide du Pentagone.

En outre, Massoud s'était opposé au projet du gazoduc TAPI, qui était promu par l'Union Oil Company of California (Unocal) et qui aurait contourné les adversaires de Washington, soit la Russie et l'Iran. Infligeant un revers aux États-Unis, Massoud avait signé [un accord](#) d'un million de dollars avec le rival argentin d'Unocal. Selon le journaliste Steve Coll, les responsables de la CIA ont cherché à amplifier le soutien clandestin en faveur de Massoud. Au final, la CIA ne put remplir cet objectif à cause des obstructions du Département d'État et de hauts fonctionnaires de l'administration Bush qui, jusqu'en juillet 2001, pensaient pouvoir forger [des relations diplomatiques](#) avec les Taliban et ne voulaient pas s'aliéner le gouvernement pakistanais.

L'assassinat de Massoud le 9 septembre 2001, suivi par les tragiques attentats contre les Tours jumelles et le Pentagone deux jours plus tard, ont rendu possible l'invasion américaine de l'Afghanistan. Le meurtre de Massoud fut planifié [avec la complicité active](#) du réseau du « cheikh aveugle » Omar Abdel Rahman, qui était emprisonné aux États-Unis à cette époque. Abdel Rahman était alors [sous étroite surveillance](#) dans sa prison, [à l'instar](#) de son unique contact extérieur avec des islamistes étrangers – un discret agent des postes new-yorkais nommé Ahmed Abdel Sattar. Ce dernier, avec un [autre messager](#) d'Abdel Rahman nommé [Yassir al-Sirri](#), a [co-rédigé](#) le courrier de présentation ayant permis aux deux faux journalistes – mais vrais terroristes d'al-Qaïda – d'avoir accès à Massoud et de l'assassiner. Par conséquent, on ne peut exclure la possibilité que les autorités américaines savaient que le gênant commandant Massoud allait être liquidé par ces islamistes, mais qu'elles n'aient pas cherché à déjouer ce projet.

Le 10 septembre 2001, soit le lendemain de cet assassinat, des hauts fonctionnaires de l'administration Bush se sont réunis pour discuter à nouveau [des plans](#) de la Directive présidentielle de Sécurité nationale NSPD-9. Il s'agissait du document qui, [dès juillet 2001](#), préparait une intervention militaire contre les Taliban. Dans tous les cas, comme je l'explique dans ma [longue analyse](#) dédiée à cette question, la campagne militaire américaine sur le territoire afghan a été planifiée avant le 11-Septembre, et ces attentats ainsi que l'assassinat de Massoud ont permis au cabinet Bush de légitimer cette catastrophique intervention.

Fild : Première étape de la guerre contre le terrorisme, l'intervention militaire des États-Unis et de leurs alliés en Afghanistan s'est en conclue par une véritable débâcle stratégique. Ainsi, quel bilan dressez-vous de ce que l'administration Bush a nommé sa « guerre globale contre la terreur », et qui a été poursuivie par ses successeurs ?

Peter Dale Scott : Le 11 septembre 2001, dans les heures suivant les attaques meurtrières perpétrées ce jour-là, George W. Bush, Donald Rumsfeld et Dick Cheney avaient engagé les États-Unis dans ce qu'ils appelèrent ensuite la « guerre contre la terreur ». Selon moi, nous devrions plutôt l'appeler la « guerre de terreur », un déluge de violence ayant été employé contre les civils par tous les belligérants, qu'ils soient des acteurs étatiques ou non. Une guerre de terreur se caractérise par la prépondérance d'armes de destruction indiscriminées, qu'il s'agisse d'engins explosifs improvisés posés au bord des routes ou de missiles lancés depuis les airs par des drones de haute technologie.

Cette « guerre de terreur » fut déclarée par George W. Bush le soir du 11 septembre 2001, lorsqu'[il annonça](#) dans son discours à la nation que les États-Unis ne feraient « aucune distinction entre les terroristes qui ont perpétré ces actes et ceux qui les hébergent ». Cependant, la notion voulant que cette « guerre globale contre la terreur » eut pour objectif de poursuivre les terroristes perdit de sa crédibilité en 2003, lorsque cette formule fut appliquée à l'Irak de Saddam Hussein – un pays connu non pas pour héberger des terroristes mais pour en avoir été la cible. En 2005, cette notion fut de nouveau décrédibilisée suite à la publication de ce que l'on appelle le « Mémo de Downing Street ». Dans ce document, le directeur du MI6 britannique [rapporta](#), après une visite à Washington en 2002, que « Bush voulait faire tomber Saddam Hussein par une action militaire, justifiée par le lien entre le terrorisme et les ADM [Armes de Destruction Massive]. Mais les faits et les renseignements étaient truqués pour répondre aux objectifs politiques ». Plus tard, de faux récits liant l'Irak aux ADM, aux attaques à l'anthrax et au minerai d'uranium du Niger prétendument acquis par Bagdad furent publiés aux moments opportuns. Rappelons alors que, quelques heures seulement [après le 11-Septembre](#), le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld parlait d'élargir les objectifs de la riposte américaine au 11-Septembre et de « frapper S.H. [Saddam Hussein] ».

« Arabie Saoudite, Qatar et Pakistan, des alliés des USA, également soutiens financiers des djihadistes ».

Fild : Estimez-vous donc que la lutte contre le terrorisme n'était pas l'objectif principal du président Bush et de ses successeurs ?

Peter Dale Scott : À Washington, l'establishment de la sécurité nationale continue d'affirmer que les guerres menées par les États-Unis sur le continent asiatique depuis le 11-Septembre 2001 entraient dans le cadre d'une « guerre globale contre la terreur ». Néanmoins, cette campagne militaire contre le terrorisme a été menée avec la coopération de l'Arabie Saoudite, du Qatar et du Pakistan. Or, ces trois pays sont les principaux soutiens financiers et politiques des réseaux djihadistes que les États-Unis sont censés avoir combattu jusqu'à présent. En parallèle, les plus farouches opposants à ces intégristes sunnites – les gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie et d'Iran – ont été renversés (Irak et Libye), déstabilisés avec l'appui des États-Unis (Syrie) ou sanctionnés et menacés de guerre en tant que composante de l'« Axe du Mal » (Iran). J'en déduis que cette guerre contre le terrorisme n'a pas été menée pour le motif officiel de combattre ce fléau, mais pour d'autres raisons. En effet, la plupart des experts constatent que les campagnes militaires des États-Unis à l'étranger ont radicalement amplifié la menace terroriste au lieu de la réduire, contrairement aux opérations de police ou de renseignement. Parmi les raisons inavouées de ces interventions militaires post-11-Septembre, nous pouvons en identifier deux principales. La première était la volonté d'établir une présence durable des forces armées américaines dans les régions riches en hydrocarbures de l'Asie centrale et du Moyen-Orient. L'autre raison majeure était de justifier un dispositif de sécurité intérieure permanent et gigantesque, notamment destiné à neutraliser la menace d'opposition aux politiques militaristes. Si ce deuxième objectif a été rempli, le premier se solde par un bilan humain effroyable et un retrait humiliant des forces américaines de ces régions. Washington ayant désormais comme projet d'empêcher la Russie et la Chine de concurrencer les États-Unis.

En conclusion, si la « guerre contre la terreur » semble péniblement arriver à son terme, Washington poursuivra la militarisation sans limite de sa politique étrangère – notamment par le biais de guerres par procuration –, actant ainsi la faillite complète de sa diplomatie publique et de son prétendu rôle de « gendarme du monde ».

Articles Par : [Prof Peter Dale Scott](#) et [Maxime Chaix](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca